

# COMMENT REBONDIR

L'Union européenne célèbre, à Rome, le 60<sup>e</sup> anniversaire de son texte fondateur. Sur fond de Brexit, de crise identitaire, mais aussi de réveil proeuropéen aux Pays-Bas. Entre risques de délitement et signes de sursaut, quel avenir pour l'Europe ?

PAR OLIVIER ROGEAU

**L**e vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. » La célèbre phrase d'Antonio Gramsci (*Cahiers de prison*) circule beaucoup sur les réseaux sociaux depuis l'introduction du 45<sup>e</sup> président des Etats-Unis. Et plus encore depuis qu'il a apporté son appui au Brexit et prédit un démantèlement de l'Union européenne. Et si Donald Trump se trompait ? Et si sa diplomatie du tweet et du coup de menton incitait les Européens à se ressaisir, à faire preuve d'unité ?

Premier rendez-vous d'une série de scrutins cruciaux prévus cette année sur le Vieux Continent, les élections législatives du 15 mars aux Pays-Bas n'ont pas répondu aux attentes des partis antieuropéens. Déjouant les sondages, les électeurs néerlandais ont rejeté le « printemps populiste » annoncé par Geert Wilders, le croisé peroxydé qui appelait au « Nexit » et qualifiait l'Union d'« Etat nazi ». Le Premier ministre sortant, le libéral Mark Rutte, vainqueur du duel avec son rival d'extrême droite, n'a pas caché qu'un « effet Brexit » doublé d'un « effet Trump » a joué dans le choix de ses concitoyens de « dire stop au populisme » (*lire page 70*). Après l'Autriche, un second pays européen a prouvé que la montée de l'extrémisme et de la xénophobie n'était pas inexorable.

## Entre Trump et Poutine

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'en est félicité, à l'instar de Berlin, Paris et Bruxelles. Pas de quoi pour autant →

→ rassurer vraiment les dirigeants européens, qui se retrouvent ce 25 mars à Rome pour célébrer les 60 ans du traité fondateur de l'Union. Car les défis sont de taille pour une Europe prise en tenaille entre un Trump qui agite le spectre d'une « guerre commerciale » transatlantique et un Poutine suspecté de vouloir affaiblir l'Union. De même, la crise des réfugiés et les dérives autoritaires en Pologne et en Hongrie ont révélé l'ampleur du fossé qui subsiste entre l'Est et l'Ouest, et montré à quel point l'élargissement a été bâclé. De surcroît, la crise économique, qui a failli emporter la zone euro et dont la Grèce n'est pas sortie, n'en finit pas de jouer les prolongations.

Autant de chocs que les Etats européens n'ont pas anticipés, faute d'avoir accepté plus de partages de souveraineté. Et pour cause : l'heure est à la défense des intérêts nationaux les plus étroits. Les leaders des

partis traditionnels, aux Pays-Bas comme dans d'autres Etats membres, courent derrière des opinions publiques travaillées par les mouvements extrémistes. Une tentation du repli qui ne va pas dans le sens du projet européen, fondé sur la paix, la solidarité, l'Etat de droit et l'ouverture au monde. La « polycrise » à laquelle l'Union est soumise serait-elle le symptôme d'un « mariage raté », comme le suggère l'ex-eurodéputé Daniel Cohn-Bendit ? Voire d'une civilisation en déclin ? Les plus alarmistes font le parallèle avec l'effondrement de l'empire romain d'Occident. Rome n'était plus capable de faire face aux vagues de migration, aux crises économiques et aux blocages politiques et institutionnels.

## Une Union plus efficace

« Les défis auxquels l'Union est actuellement confrontée sont les plus dangereux depuis la signature du Traité de Rome il y a soixante ans », a prévenu le Polonais Donald Tusk, qui vient d'être réélu pour deux ans et demi à la tête du Conseil, malgré l'opposition de son propre gouvernement. Aux eurosceptiques, il rappelle qu'une désintégration de l'UE ne mènerait pas à la restauration d'une « souveraineté mythique » des Etats, mais à leur dépendance à l'égard des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine.

Consultés par Le Vif/L'Express, Guy Verhofstadt, président du groupe libéral au Parlement européen (ADLE), et Pascal Lamy, ex-patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), veulent croire que l'électrochoc du Brexit et les outrances de Trump conduiront l'Union à vouloir exister sur la scène mondiale. Ils plaident pour un nouveau bond en avant dans l'intégration et jugent que les dirigeants européens sous-estiment le soutien de leur population à l'Europe.

Désigné pour représenter le Parlement européen dans la négociation avec la Grande-Bretagne, Guy Verhofstadt appelle, dans son dernier ouvrage, *Le Mal européen* (Plon), à la création d'une Union plus efficace et plus démocratique. Pascal Lamy, lui, vient de publier *Où va le monde ?*, coécrit avec Nicole Gnesotto (Odile Jacob). Un livre qu'il aurait pu titrer *Où va l'Europe ?*, car il y est surtout question de l'avenir de l'Union européenne.

**Vous insistez tous deux sur l'urgence d'une réforme de l'Union. Avec les élections prévues cette année en France, en Allemagne et ailleurs, le tempo n'est-il pas défavorable pour un grand débat sur l'avenir de l'Europe ?**

**Guy Verhofstadt :** Cette succession de scrutins aurait de quoi faire râler tous ceux qui, comme moi, attendent un sursaut de l'Europe. Mais j'ai l'espoir qu'il en sorte une nouvelle génération politique proeuropéenne. J'ai affiché, dans la course à l'Élysée, mon soutien à Emmanuel Macron, le seul candidat qui veut redonner du souffle à l'idéal européen. Je mise sur des leaders susceptibles de faire obstacle à tous ceux qui penchent vers le nationalisme, le populisme et le cynisme façon Donald Trump. Se réfugier dans la vénération de l'identité nationale conduit au rejet de l'autre. L'Europe a connu suffisamment de souffrances à cause de la glorification de la nation.

**Pascal Lamy :** L'Europe est face au défi de son existence, même sous la poussée des courants nationalistes et populistes. Dans ce monde en désordre, chaque pays est ti-

raillé entre sa dépendance économique envers les autres et la tentation de jouer son propre jeu.

**Au moment où l'Europe célèbre le 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome et où se profile le Brexit, chacun y va de son initiative sur le futur de l'Union. Comment le citoyen peut-il s'y retrouver dans tous ces projets ?**

**Guy Verhofstadt :** Cette période de remue-ménages sans précédent est déjà une satisfaction. Il y a sans doute inflation de rapports, d'initiatives, de déclarations, mais il faut y voir le signe d'une prise de conscience, parmi les leaders européens, de la nécessité de réformer l'Europe en profondeur. Il y a peu d'espoir d'aboutir à une relance dès cette année, en raison des scrutins prévus en France, en Allemagne... Il ne faut d'ailleurs pas s'attendre à un consensus entre Etats membres. En revanche, je mise sur le début d'une réflexion commune entre Parlement européen, Conseil et Commission.

**Berlin, Paris et Bruxelles semblent progresser sur la voie d'une Europe à plusieurs vitesses. Faut-il privilégier l'unité des 27 ou cette « Europe différenciée » ?**

**Pascal Lamy :** L'idée d'Europe à vitesse variable ou à cercles concentriques est un serpent de mer qui n'en finit pas de refaire surface. Pour moi, ce n'est que poudre aux yeux. Les traités actuels prévoient déjà la possibilité de « coopérations renforcées » qui permettent à des Etats d'avancer plus loin dans certains domaines sans que d'autres, plus réticents, ne les en empêchent. Il me semble surtout qu'à la paix

européenne par l'intégration économique doit succéder un nouveau « narratif » qui prenne en compte l'état réel du monde et les aspirations des citoyens. Je ne crois pas à l'idée de Robert Schuman selon laquelle le plomb de l'union économique se transformera un jour en or de l'intégration politique. De même, il faut arrêter de répéter, devant les écoliers, que l'Europe a été créée pour qu'il n'y ait plus de guerre sur le continent. Quand je raconte cela à mes petits-enfants, ils me regardent ébahis. Pour eux, de Gaulle et Churchill, c'est de l'histoire presque aussi ancienne que Jeanne d'Arc!

**Refonder l'Union, qu'est-ce que cela signifie, pour vous ?**

**Guy Verhofstadt :** En réalité, l'Union européenne est encore à créer. L'Europe n'est, aujourd'hui, qu'une confédération d'Etats nations, paralysée par la règle de l'unanimité, encore largement appliquée. Il n'y a rien à inventer. Il suffit de retourner aux projets initiaux des pères fondateurs de l'Europe, qui avaient en tête l'édification d'une union politique, économique et de défense. Le Traité de Rome, dont on fête l'anniversaire, était une solution de compromis, un minimum *minimorum* pour les six pays fondateurs au lendemain de la tragédie de 1954 : le vote négatif de l'Assemblée nationale française sur la Communauté européenne de défense, qui a torpillé le grand pas en avant. Tout aurait encore pu basculer en 1967, avec le projet de créer une fédération européenne à part entière. Mais de Gaulle s'y est opposé. Le président français a préféré limiter l'Union à une Europe des Etats nations.

**Si vous deviez retenir quatre ou cinq mesures concrètes permettant à l'Union européenne d'aller de l'avant...**

**Pascal Lamy :** Il est aberrant que les Etats membres n'aient pas encore progressé vers l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, quitte à contourner la règle de l'unanimité en la matière par des accords entre deux ou trois des économies principales de la zone euro. Si Berlin et Paris avaient avancé sur ce terrain, d'autres auraient suivi. Il faut aussi stimuler les investissements d'avenir avec un programme qui multiplierait par cinq le plan mis en place par la Commission Juncker. Une plus grande part du budget européen doit être consacrée à la recherche et au développement. Et créons un programme Erasmus pour l'apprentissage, destiné à

un million de jeunes Européens.

**Guy Verhofstadt :** Il faut d'abord doter la zone euro d'un budget et d'un ministre des Finances. Pour gagner en efficacité, la Commission européenne doit se transformer en un véritable gouvernement de l'Union. C'est stupide d'avoir 28 commissaires, dont certains ont reçu de minicompetences. Créons aussi une défense européenne autour de l'Eurocorps et regroupons toutes les coopérations militaires bilatérales qui existent entre pays membres. Une politique étrangère commune n'a de sens que si nous disposons d'abord d'un outil européen de défense. La première phase du Brexit va durer au moins deux ans. Pendant cette procédure de divorce, il est impératif d'engager la refondation de l'Union. Sinon, d'autres pays finiront par s'en aller ! ♦

# AU CŒUR DU LABO EUROPÉEN

Depuis 1949, à Bruges, le Collège d'Europe forme les talents à la haute fonction publique européenne. Un cas à part, une institution prestigieuse et discrète, mais qui n'est pas à l'abri des turbulences de l'Europe.

PAR SORAYA GHALI • PHOTOS : ALEXIS HAULOT

C'est le collège dont rêverait tout étudiant, installé dans la Bruges médiévale, avec ses maisons en briques coiffées de pignons à pas de moineaux, ses venelles pavées, ses canaux, sa lumière d'hiver. Nul campus central, mais trois sites, nichés dans le centre historique – dont un ancien cloître jésuite et un hôtel particulier du xv<sup>e</sup> siècle –, et neuf résidences disséminées dans la cité. Ici, les étudiants sont hyperchoyés et peuvent se consacrer entièrement aux études. Le Collège d'Europe les libère de tout souci matériel : chambre individuelle, munie d'une connexion Internet et téléphonique et d'une salle de bains, avec les services hebdomadaires d'une femme de ménage. Il leur faut partager machines à laver et cuisines équipées – mais se faire à manger est interdit. Une cantine est ainsi assurée, où les collégiens prennent leur petit-déjeuner, leur déjeuner et leur dîner ensemble, six jours sur sept. Toute chose qui leur évite de se rendre en ville. « A Bruges, c'est comme à Oxford ou à Cambridge, les étudiants ont la paix », souligne Thierry Monforti, directeur des admissions. Au collège, la vie semble si paisible. « C'est une volonté de l'institution : tout le fonctionnement, toute la vie sont pensés pour créer un microcosme, une communauté serrée »,

commente Harrison Dans, Belge de 26 ans, un master en droit à Maastricht et à McGill, et en filière juridique au collège. Après une année noire pour le projet européen (Brexit, migrants, montée de l'euro-scepticisme et du populisme, alliance russo-turque, destruction d'Alep...), Le Vif/L'Express est allé voir si Bruges était toujours cette « bulle » à l'écart du brouhaha ambiant, ce creuset, né en 1949, quand l'idée d'unir les pays du Vieux Continent avait cessé d'être une utopie : après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, des idéalistes visionnaires, dont son principal fondateur, Salvador de Madariaga, diplomate espagnol anti-franquiste, décident de former les futurs cadres européens.

Le tableau d'ensemble n'a guère subi de retouches. A presque 70 ans, l'institut d'enseignement postuniversitaire continue d'agir comme un aimant sur l'imaginaire des candidats. Le souvenir d'anciens « Brugeois » habite toujours les lieux : un président de parti belge, un gouverneur de la Banque nationale de Belgique, un ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, un Premier ministre finlandais, une Première ministre danoise, un ex-vice-Premier ministre britannique... Le collège a formé cinq des onze membres du cabinet de Jean-Claude Juncker, actuel président de la Commission européenne.

## Une pédagogie basée sur les « business schools »

L'admission est ultrasélecte. Chaque année, plusieurs centaines de jeunes tentent leur chance. Pour présenter sa candidature, il faut faire partie des meilleurs de son université, détenir un master 1 ou 2, et parler l'anglais et le français, les deux langues d'enseignement au collège. « Ils ont tous des profils excellents, mais ils ont toujours autre chose à apporter

que leur niveau académique : une personnalité, un parcours, des idées, un engagement... », énumère Thierry Monforti. A la rentrée 2016, 478 étudiants ont été reçus pour constituer la promotion John Keynes. Age moyen : 25 ans. Les Français, les Italiens, les Espagnols constituent les contingents les plus nombreux. On trouve également un nombre significatif de Polonais, d'Allemands et d'Ukrainiens. Les Belges sont en moyenne une petite vingtaine. On trouve une cinquantaine de nationalités au sein de la promo Keynes, dont plus de 20 % de non-communautaires. L'effectif compte ainsi dix Turcs, onze Moldaves et des candidats venus d'autres continents (Afrique, Chine, Etats-Unis...). Ils ont tous franchi les étapes du parcours : dossier exhaustif sélectionné par le ministère des Affaires étrangères ou de l'Education de leur pays, lettre de motivation, lettres de recommandation, tests linguistiques, interview avec un jury. Harrison Dans ne regrette pas son choix. « C'est la méthode anglo-saxonne, basée sur le travail personnel et le travail en équipe. Les enseignants nous challengent, ils attendent de nous des propositions très pratiques, des débats. C'est exigeant. Impossible de se cacher derrière un voisin. »

## Des exercices de simulation

Tout est mis en œuvre, durant les dix mois que dure la scolarité, pour faire de ces jeunes des « professionnels de l'Europe ». La pédagogie fonde le prestige de l'établissement : des cours magistraux, parmi lesquels le droit communautaire, l'apprentissage de la négociation internationale, le networking et le lobbying, l'initiation aux exposés de groupe et à la remise de rapports écrits. Ainsi l'exercice de « simulation » organisé récemment : les élèves y jouent virtuellement une réunion de l'Union, portant sur une crise humanitaire et sécuritaire au Soudan du Sud, et la tentative d'une adoption d'une position commune de l'Europe face à un conflit entre la Russie et la Géorgie.

Autour de ces étudiants, une centaine de professeurs tous « invités » et, pour une bonne part, il s'agit de praticiens de la Commission, du Conseil, du Parlement. Quelques « stars » évidemment, comme

Herman Van Rompuy, qui anime un séminaire sur « le leadership dans l'UE », et Jacques Bourgeois, ex-haut fonctionnaire de la Commission, spécialisé dans la concurrence et le commerce international. On compte aussi des ambassadeurs, d'anciens ministres, des hauts fonctionnaires, des avocats internationaux. Sur ce plan, le collège est imbattable, malgré la concurrence de dizaines d'autres formations, désormais, en Europe. Il attire la crème sur chaque sujet. Ces spécialistes disposent du meilleur carnet d'adresses, point de départ d'un réseau transnational. Plusieurs fois sur l'année, Bruges accueille des conférenciers de prestige, devenant une tribune privilégiée pour débattre de l'Europe et de son avenir. Un rituel immuable : Jean-Luc Dehaene, Angela Merkel, Mariano Rajoy, Xi Jinping, Margaret Thatcher, François Mitterrand ont fait le déplacement. En janvier dernier, Paul Magnette, en pleine crise du Ceta, a annulé à la dernière minute. En février, Didier Reynders a sacrifié à l'usage. Son thème : « La politique étrangère de la Belgique et de l'Union européenne : enjeux et perspectives. » →

→ Classé parmi les meilleurs postmasters – avec l'Institut universitaire européen (Italie) et la London School of Economics (Royaume-Uni) –, le collège a un secret : faire vivre ensemble, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les étudiants, répartis au hasard dans les neuf résidences. Conséquence : une socialisation intense qui leur donne « une mentalité européenne dans le respect des diversités ». « Cet apprentissage me sera d'un précieux secours pour les négociations et les compromis, la base de la politique européenne », assure Peril Aldemir, 24 ans, originaire d'Ankara.

#### Des cours sur l'eurosepticisme et le Brexit

La « polycrise » européenne, pour reprendre les mots de Jean-Claude Juncker, laisse tout de même des traces. Le Collège de Bruges n'échappe pas à la critique anti-élites ambiante. On l'accuse d'accueillir les « fils et filles de ». Le mot « élite » ne fâche pas ici, mais il agace. « Lorsqu'ils entrent, ils n'en font pas partie. A la sortie, le terme est plus justifié », relève Thierry Monforti. « C'est un groupe culturel privilégié, certes, mais pas une élite. Je dirais plutôt un réseau mondial qui s'entraide et qui s'entretient depuis la création du collège », nuance l'un de ses membres.

Il y a vingt-cinq ans, les fils de diplomates étaient deux fois plus nombreux, pour deux fois moins d'étudiants. Tout

change : la méritocratie a supplanté l'aristocratie. Le collège n'est plus un phénomène de caste. Certes, la sélection est impitoyable. Mais elle s'opère sur des critères académiques et non selon des critères économiques. Reste que les frais d'étude ne sont pas à la portée de tous : 24 000 euros annuels (hébergement et cantine compris). Les deux tiers des étudiants sont boursiers et viennent désormais de tous les horizons.

Le collège traîne d'autres clichés. On dit qu'il est un monde à part, déconnecté, avec ses hiérarchies. Le département juridique est ainsi considéré comme le plus prestigieux. De sa création dans les années 1970, en l'absence de véritables institutions, la formation incluait l'histoire, la philosophie, la science politique, l'architecture... « Puis, avec la CEE et l'introduction du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande, il y a eu technicisation de l'enseignement », explique Thierry Monforti. Ce savoir technique est à présent essentiel et fait des étudiants en filière juridique des « initiés ».

Les critiques des citoyens européens portent précisément sur ce trop grand technicisme de l'UE... « Depuis les années 1980, la crise de confiance est permanente », avance Simon Schunz, professeur en relations internationales et diplomatie, un Allemand parfaitement francophone. En se complexifiant, le cursus fait appel à des professeurs dont la compétence prime sur l'engagement européen. Au point que toutes les tendances sont aujourd'hui représentées au sein du collège : de l'enseignant résolument favorable à l'intégration à celui qui, sceptique, adopte un discours plus neutre. Mais impossible, au sein du

collège, de faire comme si, de passer sous silence la plus grave crise de l'histoire européenne. Le corps professoral s'adapte. Simon Schunz cite une session sur l'« Eurosepticisme, résistances à l'Europe et crise de l'intégration », animée par Nathalie Brack (ULB). Il y a aussi un cours spécifique sur le Brexit et ses conséquences, à raison de huit heures. Car les « Brugeois » débattent, cogitent, doutent. La « gifle » du Brexit demeure présente. Le jour de notre visite, les étudiants en politique et administration jouaient un débat sur la thèse d'un « soft » Brexit : la finale voyait s'affronter deux groupes de cinq orateurs. Une joute verbale qui opposait les adeptes et les

anti d'une sortie douce de Londres de l'UE. Peril Aldemir, parmi les finalistes, apprécie ce « système socratique » si éloigné des auditoires bondés. « La preuve que l'on débat de tout, sans tabou et sans complexe. »

Le collège n'échappe pas non plus au désenchantement général à propos du projet européen. Il n'y a pas d'europhobes à Bruges. Peu remettent en cause la nature même de l'Union, même s'ils critiquent le manque de transparence, le déficit démocratique ou l'immobilisme. « Les Ukrainiens se montrent plus enthousiastes que ceux qui viennent de France par exemple », observe le professeur Simon Schunz. Mais les étudiants ne sont pas nécessairement des européens engagés. De plus en plus visent un poste bien payé dans les institutions de l'UE, dans la diplomatie ou dans le secteur privé, où les entreprises ont besoin de spécialistes en la matière. « Ils veulent avant tout une carrière à dimension internationale. L'essentiel de nos étudiants vont travailler dans le lobbying à Bruxelles, dans des cabinets juridiques, au sein de leur administration nationale, ou feront du conseil auprès de politiques », signale Thierry Monforti. « Le temps des pionniers nourris d'un idéal politique des décennies 1950, 1960 et 1970 est, il est vrai, révolu. » Un peu plus de 13 % parmi les quelque 11 000 qui ont étudié au collège sont en fonction dans les institutions européennes. La concurrence est en effet rude pour décrocher un emploi. Pour intégrer l'administration européenne, il faut passer un concours. Il se révèle quasiment inaccessible, même pour les « Brugeois ». « L'épreuve ne porte plus sur les connaissances de l'Union. Elle s'est alignée sur les pratiques anglo-saxonnes privées et s'adresse avant tout à des généralistes », constate Simon Schunz.

#### Léopold II sur la sellette

D'autres points inquiètent davantage. Ainsi le nombre de candidats néerlandais – cinq pour la promo Keynes – se réduit d'année en année. Les profils scandinaves – au nombre de quatorze – et britanniques – vingt – sont également en léger déclin. Simon Schunz y voit un lien avec le discours euroseptique plus prégnant dans ces pays. Ainsi, après le Brexit, plusieurs Britanniques sélectionnés qui s'étaient vus attribuer une bourse ont renoncé. « Les étudiants sont plus politisés et plus exposés à des discours nationaux. Ils sont plus sensibles. Ce n'était pas le cas il y a dix ans », poursuit l'enseignant, précisant que le collège ne tente pas d'imposer « une vision unique de l'UE ». On s'émeut également du « contexte actuel d'austérité et de scepticisme qui voit certains Etats réduire leur contribution financière au collège ». L'établissement compense ces pertes par l'appel au privé. Mais cette évolution n'a aucun impact sur les programmes et

ne lie pas les étudiants boursiers, assure le collègue.

Un collège qui, pour autant, n'est pas à l'abri de l'évolution des mentalités européennes. Lors de la « National Week » du Benelux, tradition « brugeoise » au cours de laquelle les étudiants découvrent les autres cultures par le biais de la cuisine, du cinéma, de la musique, etc., un épisode a provoqué des tensions : fallait-il placarder une affiche de Léopold II, les Belges célébrant le « roi bâtisseur », les autres Européens, dont les Allemands, dénonçant un tyran qui causa la mort de milliers de personnes ?

« Ces comportements ne m'inquiètent pas outre mesure, car il s'agit d'un malentendu. La compréhension de l'autre n'est pas qu'une simple profession de foi, et c'est ici que l'on en fait l'expérience... », répond Simon Pierre, Belge de 24 ans, en filière relations internationales et diplomatie, après un master en sciences politiques à l'UCL. ♦